

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
7 - Rue des Plâtrières - 7
PARIS

tenant, de nouveau, sous prétexte de libéralisme, il lâche le prolétaire contre le petit propriétaire, l'ouvrier des villes réclame des droits de protection, il crie qu'il faut se prononcer, et, tableau charmant, le bourgeois lui donne ce droit précieux. Qu'est-ce qu'il arrive ? Les lois sont votées, le peuple, confiant dans ses délégués, s'extasie sur ses libertés, et en attendant il a ruiné les concurrents du capital, qui plus, puissant qu'auparavant, peut le pressurer encore mieux. Chaque fois qu'une forme sociale empêche le capitalisme de se développer, l'État se démocratise, le peuple devient légiférant. Sous Cobden, en Angleterre, il fallut à un certain moment ruiner le propriétaire terrien et avoir sur son dos, l'ouvrier à bon marché. On commença alors l'agitation populaire, les chartistes se mêlent au mouvement, les réactionnaires d'hier réclament que le peuple légifère.

L'ouvrier lâché contre le féodal est devenu précieux pour le capitaliste dans la machine législative. On abolit les lois contre les céréales, l'ouvrier se met à légiférer et la quantité des miséreux s'accroît, malgré l'humanitarisme de M. Gladstone. Les radicaux anglais réclamaient et réclament encore l'élargissement du suffrage universel, par la simple raison que la présence du prolétaire sous les voûtes du parlement permet au capital d'avoir raison de ses ennemis.

Et aujourd'hui même nous assistons à un beau mouvement du libéralisme de Badeni, ministre autrichien, qui ne rêve qu'à une chose : au peuple légiférant. Certes, la présence au Parlement de M. Adler, le fougueux social-démocrate, ne remplira pas la bouche des affamés, mais elle permettra de paralyser l'action des antisémites, ces petits propriétaires révoltés ; on les obligera à évoluer. Aujourd'hui, en Autriche, l'ouvrier et la plupart des paysans ne votent pas ; l'épicier et le hobereau déposent dans l'urne leurs bulletins. L'ouvrier n'aime pas l'épicier du coin qui le vole sur la mesure et qui vit sous la protection de l'industrie... nationale, le paysan n'aime pas le hobereau qui est libéré des obligations qu'il supporte. En donnant le droit de voter au peuple, le capitalisme autrichien trouve des collaborateurs pour se débarrasser des ennemis. Les pauvres et les mécontents se mangeront entre eux, à la grande joie de M. Argent. Le féodalisme avait sa formule : Dieu le veut. La bourgeoisie a trouvé la sienne en disant : le peuple le veut. Comme la volonté absolue du noble affermissait sa puissance, la démocratisation graduelle de la législation affermit le capital. En effet, le capital vit et se développe grâce aux antagonismes sociaux. Pour pouvoir évoluer, il a besoin d'une forme politique où les antagonismes qui rongent la société se manifestent en se neutralisant. Le parlementarisme est sa forme politique rêvée.

Dans l'enceinte législative, le paysan se bat avec l'ouvrier, le prolétaire avec le prolétaire ; le petit bourgeois réclame par la bouche de ses représentants des lois de protection du petit commerce, le paysan réclame la liberté du commerce des produits et la protection de l'agriculture ; l'ouvrier de métier veut la nourriture à bon marché et réclame l'imposition du travail étranger.

Dans le Parlement, reflet de la société contemporaine, les hommes se dévorent entre eux et au lieu de s'entendre pour combattre l'ennemi commun, ils cherchent la formule législative qui sauverait la situation. Mais puisque aucune formule législative ne peut

LE PARLEMENTARISME

La législation par le peuple, c'est à dire le droit des majorités, apparaît dans l'histoire au moment précis de la formation de la bourgeoisie. Avant la commune municipale, il n'y avait pas eu de formes législatives populaires. Mais au moment où la royauté eut besoin du secours financier des villes pour affermir la puissance du roi, nous voyons apparaître les parlements locaux qui votent les impôts et délibèrent sur leurs affaires intérieures. L'admission du peuple des villes dans la législation n'était qu'un moyen pour paralyser la campagne. Les libertés données aux villes leur ont permis par le droit d'asile, par l'autonomie des métiers, etc., de créer des privilèges et de ruiner la commune rurale. Au commencement, la richesse n'avait qu'un besoin, celui des droits et des bras.

S'appuyant sur la royauté, elle constitue les États généraux ; grâce à cette législation libérale, la campagne, broyée par la noblesse, mise au jour par l'État, fut mangée par la bourgeoisie. Bientôt la campagne succombe. La plupart des terres féodales et communales passe aux habitants des villes, quant au campagnard, il émigre chez les citadins et forme la population flottante des miséreux. Une fois que le capital eut trouvé des bras, il fut obligé de combattre les ennemis qui entravaient son développement. Comme autrefois, il a lâché la ville sur la campagne, main-

s'attaquer au capital, le bien-être qu'elle procure n'est donné qu'au dépens d'une de ses victimes.

Résumons donc notre opinion sur le parlementarisme.

Le principe du parlementarisme, c'est-à-dire du droit des majorités, c'est l'antagonisme économique des différents groupes sociaux qui ayant droit de légiférer sont obligés de se dévorer mutuellement au profit du capital sous toutes ses formes d'évolution. Et le moyen que le capital emploie pour pouvoir créer sans entraves un milieu propice pour sa croissance, consiste à lâcher les antagonistes du capital les uns contre les autres, par la démocratisation de la législation, grâce à laquelle tous ces appétits sont mis en jeu, et les forces qui, unies sur d'autres principes que ceux de la législation pourraient faire tomber la société actuelle, ne font que se neutraliser mutuellement et se livrer sans défense au capital. De façon qu'un parti populaire entre dans la législation, que ce soit le paysan après la Révolution, l'ouvrier en Autriche ou le parti socialiste républicain actuel, n'est plus une force démocratique, mais un maçon d'une révolution capitaliste.

Le peuple n'a rien à faire dans un Parlement autant qu'il ne peut exister dans la société capitaliste. Mais, du moment où il pénètre sous une forme ou sous une autre dans l'enceinte législative, c'est que (souvent à son insu) une évolution s'est faite, des mères nouvelles se sont créées et, lui, il a trouvé la possibilité de voter, en les écrasant à son tour.

Si le socialisme est devenu aujourd'hui parlementaire c'est qu'il a cessé de refléter les intérêts du prolétariat, comme tout élément législatif il n'est que l'alliance des différents déchets capitalistes qui ne peuvent aucunement résoudre la question sociale.

MECISLAS GOLBERG.

LA GRÈVE DE LA GRAND'COMBE

A la suite du renvoi de 500 ouvriers (dont la mine n'avait plus besoin) 2.000 mineurs se sont mis en grève, entraînés par les socialistes leur prêchant la *Solidarité ouvrière* ! Cependant certains ouvriers continuent le travail et la "Petite Socialiste" les voue au mépris public.

Les capitalistes sont très heureux de cette action socialiste à la Grand'Combe, car ayant du trop-produit en magasin, l'arrêt de travail leur en permet l'écoulement. Ils ne sont pas pressés et ce n'est que lorsqu'il y aura utilité pour eux d'entrer en transaction qu'ils feront mine de vouloir transiger. Ce jour-là les paradis futurs ayant fait place à la triste réalité, les vaillants d'hier reviendront au travail. Hélas ! l'éducation socialiste aura encore, comme à Carmaux, servi l'intérêt capitaliste, car l'exploiteur craint plus la révolte de 500 ouvriers au ventre creux qu'une organisation syndicale et professionnelle.

Partout où les miséreux s'agitent, les socialistes se précipitent et enrayent le mouvement. Après l'exposition de la misère, ils concluent par l'union syndicale et la lutte des gros sous contre les millions. Mais la concurrence, le développement du machinisme aident plus à la Révolution.

Tant que les socialistes viendront parler aux miséreux, ils empêcheront tout acte allant vers la vie.

E. V.

De la *Petite République* du 24 avril :

« Les malheureux qui ne comprennent point qu'en reprenant le travail ils sont les instruments de leur propre misère et de celle de leurs camarades, s'étaient donné rendez-vous, et c'est par groupes, entourés de soldats, qu'ils défilent le pas traînant, la tête basse à travers la ville. Les grévistes sont nombreux

... juste le contraire de la solidarité et de la charité. Mais — objectent les moralistes — les malins s'en empareront ! Et après ? Précisons suffisamment et les plus malins seront battus. Croyez-vous qu'il existe une idée, un souffle qui ne soient exploités ou ne puissent l'être ? La théorie de la plus-value ou de la non-value peuvent servir de tremplin électoral. Toute idée ayant des allures expérimentales devient, en politique, gouvernementale ou anti-gouvernementale, ce qui n'empêche pas qu'elle décompose ces deux forces de l'état contemporain.

Grenier est élu par le turban, Lemire par la croix, Floquet par l'athéisme. Est-ce que cela prouve la fausseté ou la veracité des athéistes, des musulmans ou des chrétiens ? Non ! Il y a plus dans la vie des peuples que cette moralisatrice méfiance, cette recherche des idées ayant rapport avec des états d'âme et non avec les états de choses. Si on voyait toute l'importance que la rentrée en scène des *Paupers* a pour la précision historique, on ne craindrait ni un Barrucand ni un Parsons.

L'Assistance pointe aujourd'hui partout : *caisses de chômage, maisons de travail, bourses, projets socialistes ou gouvernementaux se basent* aujourd'hui sur elle. Il

(1) *Le Trimard*, N° 1. Le Paupérisme et la Productivité.